

PREFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

**DIRECTION DU CONTRÔLE,
DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DES AFFAIRES EUROPÉENNES**

**Bureau des affaires européennes
Et des concours financiers**

Anncny, le 11 mars 2010

Affaire suivie par J. C. Duclot & M. N. Blanquart

Téléphones : 04.50.33.60.53. ou 62.63
Télécopie : 04.50.33.64.75.

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

à

Mesdames et Messieurs les maires du
département de la Haute-Savoie (**Voir liste
jointe**)

Mesdames et Messieurs les présidents des
Etablissements publics de coopération
intercommunale sans fiscalité propre (**Voir liste
jointe**)

Monsieur le président du Centre départemental de
gestion de la fonction publique territoriale

En communication à :

Messieurs les sous-préfets des arrondissements
Monsieur le trésorier payeur général
Monsieur le président de l'Association des maires

Circulaire n° 2010/17

Cette circulaire n'est adressée sous format papier qu'aux seules collectivités qui ne disposent pas d'une adresse « Courriel ».

Pour les collectivités qui disposent d'une adresse « Courriel », cette circulaire peut-être consultée sur le site internet www.haute-savoie.pref.gouv.fr à la rubrique « collectivités locales et affaires européennes – circulaires préfectorales »

Objet : Fonds de Compensation de la Taxe sur la Valeur Ajoutée (F.C.T.V.A.) - Extension du versement anticipé pour l'année 2010 -

Réf. : Articles L1615-2 et L1615-6 du Code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) -

La présente circulaire vise à préciser les dispositions et modalités de versement anticipé des attribution du fonds de compensation pour la TVA (FCTVA) pour les dépenses éligibles effectuées en 2009, prévu dans la loi de finances pour 2010 dans le cadre de **l'extension du plan de relance de l'économie.**

.../...

1 – Le champ d'application

Dans le cadre du plan de relance de l'économie, la loi de finances rectificative pour 2009 avait prévu de réduire le délai de versement du FCTVA pour les collectivités qui s'engageaient à augmenter leurs dépenses réelles d'équipement au cours de l'année 2009 par rapport à la moyenne de celles constatées sur la période 2004, 2005, 2006 et 2007.

Afin de maintenir le niveau d'investissement des collectivités territoriales et de leurs établissements publics et de permettre aux collectivités qui n'avaient pu conventionner en 2009 de bénéficier de ce mécanisme de versement anticipé, la loi de finances prévoit de reconduire ce dispositif en 2010. Cette disposition se traduit comme l'année précédente, par deux effets :

- 1. Au cours de l'année 2010, les bénéficiaires qui s'engagent à augmenter leurs dépenses réelles d'équipement par rapport à la moyenne de celles constatées sur la période 2005, 2006, 2007 et 2008 percevront les attributions de FCTVA dues au titre des dépenses mandatées en 2008 (régime de droit commun) et en 2009 (disposition du plan de relance). Les bénéficiaires recevront donc une double attribution en 2010.**
- 2. Ceux qui respecteront cet engagement conserveront l'avantage de la réduction du délai de versement du FCTVA, à compter de 2011.**

Cette disposition est strictement réservée aux bénéficiaires du FCTVA, dont la liste est fixée à l'article L 1615-2 du C.G.C.T., qui n'ont pas déjà signé une convention avec le préfet en 2009.

Cette mesure ne trouve aucune application pour les communautés de communes et communautés d'agglomération qui bénéficient déjà d'attributions du FCTVA l'année même de la réalisation des dépenses éligibles.

2 – Les conditions de la réduction du délai de versement du FCTVA en 2010

2.1 – La détermination d'une moyenne des dépenses réelles d'équipement de référence

Afin de bénéficier en 2010 du FCTVA sur leurs dépenses effectuées en 2009, les bénéficiaires doivent s'engager avant le 15 mai 2010, après autorisation de leur assemblée délibérante, par une convention conclue avec le représentant de l'Etat dans le département, à augmenter en 2010 leurs dépenses réelles d'équipement cette même année par rapport à une moyenne de référence calculée sur les quatre exercices 2005, 2006, 2007 et 2008.

Les moyennes de référence calculées par les services centraux du ministère du Budget, des comptes publics, de la fonction publique et de la réforme de l'Etat (DGFip) sont indiquées dans le tableau joint en annexe (colonne « base moyenne »).

Cette référence, qui figurera explicitement dans la convention est la seule qui soit opposable et qui servira à établir en 2011 le respect de l'engagement de la collectivité.

Les moyennes peuvent comporter des opérations d'ordre dont il vous appartiendra de me signaler le montant exact afin qu'elles soient retirées de votre moyenne de référence.

2.2 – La mesure de la progression des dépenses en 2010

Les dépenses à prendre en compte, pour déterminer si le bénéficiaire du FCTVA peut bénéficier du versement anticipé, sont les dépenses réelles d'équipement inscrites à son budget général et à tous ses budgets annexes (y compris les budgets des services publics industriels et commerciaux), figurant aux comptes 20 (compte 204 inclus), 21 et 23, à méthodologie comptable constante (voir annexe « définition des dépenses réelles d'équipement »).

Cette définition est donc plus large que celle des dépenses éligibles au FCTVA : c'est l'ensemble des dépenses réelles d'équipement, telles que définies dans l'annexe, qu'il convient de retenir pour vérifier la progression du niveau d'investissement local.

2.3 – La délibération autorisant l'exécutif local à signer la convention

L'assemblée délibérante de chaque bénéficiaire doit adopter une délibération prévoyant le quantum de la hausse des dépenses réelles d'équipement de la collectivité ou du groupement en 2010 par rapport à la moyenne de référence et le montant de ces dernières.

2.4 – La signature d'une convention avant le 15 mai 2010

Afin de permettre le versement anticipé du F.C.T.V.A., la convention doit être signée par l'exécutif local et le préfet avant le 15 mai 2010.

Je vous demande donc de bien vouloir me transmettre la convention signée avant le 05 mai 2010 afin de me permettre de respecter cette échéance.

La convention conclue, entre le Préfet et l'exécutif local doit être un engagement formel et solennel de l'organisme public concerné à augmenter son niveau d'investissement en 2010.

Le respect de l'engagement de la collectivité sera vérifié au vu de la seule progression du montant des dépenses de 2010 par rapport à la moyenne de référence contenue dans la convention. La convention doit donc prévoir le chiffre de référence, ainsi que le chiffre prévisionnel, en euros et en pourcentage, des dépenses d'investissement que la collectivité s'engage à réaliser en 2010. Est jointe à la convention la délibération de l'assemblée délibérante précisant la volonté de la collectivité d'investir plus que sur la période de référence.

La convention doit prévoir également l'engagement de l'organisme bénéficiaire de fournir ses états déclaratifs dans les délais suivants :

- **avant le 1^{er} juin 2010**, pour les dépenses effectuées en 2009, l'attribution du F.C.T.V.A. Correspondante sera versée avant le 31 juillet 2010.
- **avant le 15 septembre 2010** pour les dépenses effectuées en 2008, l'attribution du F.C.T.V.A. Correspondante sera versée avant le 01 décembre 2010.

Deux états déclaratifs bien distincts devront donc être remplis par les bénéficiaires pour le FCTVA qui sera versé en 2010. Les états relatifs au plan de relance devront mentionner dans leur entête « Fonds de compensation pour la TVA – Extension 2010 – Année 2010 ».

3 - La pérennisation du dispositif de versement anticipé du FCTVA

3.1 – Les modalités de contrôle du respect de l'engagement conventionnel

Dès la clôture des comptes de l'exercice 2010, le comptable public des collectivités signataires établira une balance des comptes de dépenses réelles d'équipement concernés.

Sur la base de ce document, le préfet vérifiera, au 1^{er} trimestre 2011, l'augmentation effective en 2010 des dépenses réelles d'équipement de la collectivité par rapport à la moyenne de référence contenue dans la convention. L'engagement de la collectivité **sera considéré comme respecté dès lors qu'elle aura augmenté son investissement de 2010 par rapport à sa moyenne de référence**, même si cette augmentation est moindre que celle sur laquelle elle s'était précisément engagée dans sa convention.

.../...

3.2 – En cas de non respect de l'engagement

Les collectivités qui n'auront pas respecté leur engagement d'augmenter leurs dépenses d'investissement en 2010, seront de nouveau soumises en 2011 au principe du décalage de deux ans entre la réalisation de la dépense et l'attribution du FCTVA correspondant.

Ces bénéficiaires du fonds, qui ont perçu en 2010 le FCTVA au titre des dépenses 2008 et des dépenses 2009, ne percevront donc en 2011 aucune attribution du FCTVA. En 2012, celles-ci percevront le FCTVA dû au titre des dépenses 2010, en 2013 le FCTVA dû au titre des dépenses de 2011.

3.3 – En cas de respect de l'engagement

Cette dérogation au principe du décalage de deux ans entre la réalisation des dépenses et l'attribution du FCTVA devient pérenne pour les collectivités ayant respecté leur engagement conventionnel.

La pérennisation de ce dispositif n'est soumise qu'à la condition de progression des dépenses d'investissement des collectivités en 2010 et non à la progression pour les années ultérieures.

Ces collectivités percevront en 2011 le FCTVA dû au titre des dépenses de 2010, en 2012 le FCTVA dû au titre des dépenses de 2011...

Le contrôle du respect par les collectivités de leur engagement sera suivi d'un arrêté préfectoral informant chaque bénéficiaire de la position retenue, ainsi que les effets sur le délai de versement du FCTVA pour les années ultérieures.

Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint en annexe :

- la définition des dépenses réelles d'équipement
- une convention type pour l'application du dispositif du plan de relance de l'économie relatif au FCTVA
- un modèle de délibération d'un bénéficiaire du FCTVA pour l'application du dispositif du plan de relance de l'économie relatif au FCTVA
- les états déclaratifs
- le tableau des moyennes de référence

Mes services restent, bien entendu, à votre disposition pour vous apporter, si besoin, toutes informations complémentaires par mail ou par téléphone :

concours-financiers@haute-savoie.pref.gouv.fr
Jean-Christophe Duclot 04.50.33.60.53.
Marie-Noëlle Blanquart 04.50.33.62.63.

Pour le préfet
Le secrétaire général

Signé

Jean-François Raffy

Définition des dépenses réelles d'équipement
Les retraitements à effectuer sur les comptes 20, 21 et 23

Nomenclatures	2005	2006	2007	2008-2009
M14 (communes)	Débit (20, 21, 23) sauf 217, plus débit (6571, 6572, 6575, 6741, 6742) moins crédit (237, 238, 203)	Débit (20, 21, 23) moins crédit (236, 237, 238, 203)		
M52 (départements) et M61 (SDIS)	Débit (20, 21, 23) sauf 217, moins crédit (236, 237, 238, 203)			
M71 (régions)	Débit (20, 21, 23) sauf 217, moins crédit (236, 237, 238, 203)			Débit (20, 21, 23) moins crédit (236, 237, 238, 203)
M51 (régions jusqu'en 2006)	Débit (21, 23) sauf (218, 219, 237), plus débit (130, 132, 133, 254) moins crédit (254, 132)			
M22 (Etab. Soc. Méd. Soc.) et M832 (centres de gestion de la fonction publique territoriale)	Débit (20, 21, 23) moins crédit (237, 238, 203)			
M4 (SPIC) et M157 (syndicats mixtes)	Débit (20, 21, 23) sauf 217, moins crédit (237, 238, 203)			Débit (20, 21, 23) moins crédit (236, 237, 238, 203)

**Modèle de délibération d'un bénéficiaire du FCTVA
pour l'application du dispositif du plan de relance de l'économie
relatif au FCTVA**

Département de
[Commune] de.....
Arrondissement de

**Extrait du registre des délibérations du [conseil]
Séance du**

Nombre de conseillers :.....

Effectif légal :.....

Présents ou représentés :..... Absents excusés et représentés.....
Absents excusés et non représentés.....
Secrétaire de séance.....

Objet : Application des dispositions de l'article 44 de la loi de finances pour 2010, codifiées à l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales, pour le versement anticipé des attributions du FCTVA au titre des dépenses réalisées en 2009.

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 1615-6,

Le dispositif du plan de relance de l'économie relatif au fonds de compensation pour la TVA (FCTVA), inscrit à l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales (CGCT), permet le versement en 2010 des attributions du fonds au titre des dépenses réalisées en 2009 pour les bénéficiaires du fonds qui s'engagent, par convention avec le représentant de l'Etat, à accroître leurs dépenses d'investissement en 2010.

Cette dérogation au principe du décalage de deux ans entre la réalisation de la dépense et l'attribution du FCTVA devient pérenne pour les bénéficiaires du fonds dès que les services de préfectures constateront, au 1^{er} trimestre 2011, qu'ils ont respecté leur engagement au regard des montants effectivement réalisés en 2010.

Ayant entendu l'exposé de son rapporteur M.....,

Après en avoir délibéré,

Le Conseil municipal

Par.....voix pour,.....voix contre,.....abstentions,

PREND ACTE que le montant de référence est la moyenne des montants des dépenses réelles d'équipement réalisées pour les exercices 2005, 2006, 2007 et 2008, soit XXX.XXX €;

DECIDE d'inscrire au budget de la [commune] XXX.XXX€ de dépenses réelles d'équipement, soit une augmentation de x% par rapport au montant référence déterminé par les services de l'Etat ;

AUTORISE le maire à conclure avec le représentant de l'Etat la convention par laquelle la [commune] s'engage à augmenter ses dépenses réelles d'équipement en 2010 afin de bénéficier de la réduction du délai d'attribution du FCTVA au titre des dépenses réalisées en 2009.

Pour extrait conforme au registre des délibérations du conseil [municipal].

Fait à.....le.....(date du conseil)

Certifié exécutoire compte tenu de la transmission en préfecture leet de la publication le.....

Fait à..... le.....

Le [maire]



PREFECTURE DE LA HAUTE-SAVOIE

DIRECTION DU CONTRÔLE,
DES RELATIONS AVEC
LES COLLECTIVITÉS LOCALES
ET DES AFFAIRES EUROPÉENNES

Le préfet de la Haute-Savoie
Chevalier de la Légion d'Honneur

Bureau des affaires européennes
et des concours financiers

**Convention pour l'application du dispositif
du plan de relance de l'économie relatif au F.C.T.V.A.**

Vu la délibération du conseil municipal de la commune XXX en date du XX XXX 2010 autorisant le Maire à conclure la présente convention,

Vu l'article L. 1615-6 du Code général des collectivités territoriales issu de l'article 44 de la loi de finances pour 2010,

Il a été convenu ce qui suit :

Entre

L'Etat, représenté par le préfet du département de la Haute-Savoie d'une part,

Et

La commune XXX, représentée par son maire d'autre part,

Article 1^{er} – Progression des dépenses réelles d'équipement -

Les dépenses réelles d'équipement de la commune XXX, inscrites aux comptes 20, 204, 21 et 23 de l'exercice 2010 s'établissent à XXX €

Les signataires conviennent que ce montant est au moins égal à la moyenne de ces dépenses constatées au cours des années 2005, 2006, 2007 et 2008, s'établissant à XXX €, conformément à l'article L.1615-6 du C.G.C.T.. L'augmentation est de XXX %.

Article 2 – Versement du F.C.T.V.A. dû au titre des dépenses effectuées en 2009 -

La commune XXX transmettra, avant le 1^{er} juin 2010, les états déclaratifs permettant à la préfecture de liquider le Fonds de compensation pour la T.V.A. dû au titre des dépenses effectuées en 2009.

Après vérification par les services préfectoraux, l'attribution du F.C.T.V.A. correspondante sera versée avant le 31 juillet 2010.

.../...

Article 3 – Versement du F.C.T.V.A. dû au titre des dépenses effectuées en 2008 -

La commune XXX transmettra, avant le 15 septembre 2010, les états déclaratifs permettant à la préfecture de liquider le Fonds de compensation pour la T.V.A. dû au titre des dépenses effectuées en 2008.

Après vérification par les services préfectoraux, l'attribution de F.C.T.V.A. correspondante sera versée avant le 1^{er} décembre 2010.

Article 4 – Contrôle de la somme des investissements au 31 décembre 2010 -

Au cours du premier trimestre 2011, les services de l'Etat vérifieront que le niveau des dépenses effectuées par la commune en 2010 a été au moins égal à la moyenne de ses dépenses d'équipement réelles constatées au cours des années 2005, 2006, 2007 et 2008.

Un arrêté préfectoral constatera le respect ou le non respect des termes de la présente convention.

Conformément à l'article L. 1615-6 du code général des collectivités territoriales :

- En cas de respect des termes de la présente convention la commune obtiendra un versement du F.C.T.V.A. reposant de manière pérenne sur les investissements de l'année précédente.
- En cas de non-respect des termes de la présente convention, la commune perdra à compter de 2011 l'avantage de la réduction du délai de versement du F.C.T.V.A. et ne percevra donc en 2011 aucune attribution du Fonds pour les dépenses effectuées en 2009.

Fait à Annecy, le

Le Préfet

Monsieur XXX
Maire de la commune XXX

**Plan de relance de l'économie
F.C.T.V.A. 2010
Moyennes de référence**

insee	siren	Categorie	Nom_collectivite	Type Budget	Inv_2005	Inv_2006	Inv_2007	Inv_2008	Base Moyenne
	267400653	CCAS_CIAS	CCAS ANNECY-LE-VIEUX	BP+BA	0	2 131	2 887	2 430	1 862
	267410033	CCAS_CIAS	CCAS ANNEMASSE	BP+BA	31 735	51 138	178 356	62 080	80 827
	267410132	CCAS_CIAS	CCAS ARENTHON	BP+BA	12 962	0	0	0	3 241
	267410058	CCAS_CIAS	CCAS BONS-EN-CHABLAIS	BP+BA	10 086	14 514	10 423	0	8 756
	267410066	CCAS_CIAS	CCAS CHAMONIX-MONT-BLANC	BP+BA	14 614	9 494	28 435	9 978	15 630
	267402212	CCAS_CIAS	CCAS CHAPELLE-RAMBAUD (LA)	BP+BA	0	0	0	908	227
	267402634	CCAS_CIAS	CCAS CHATILLON-SUR-CLUSES	BP+BA	0	0	13 117	0	3 279
	267402683	CCAS_CIAS	CCAS CLUSAZ (LA)	BP+BA	0	6 865	5 011	0	2 969
	267410074	CCAS_CIAS	CCAS CLUSES	BP+BA	57 069	96 481	90 945	7 575	63 017
	267410017	CCAS_CIAS	CCAS CRAN-GEVRIER	BP+BA	0	7 666	0	0	1 917
	267402691	CCAS_CIAS	CCAS D ALLINGES	BP+BA	500	0	0	0	125
	267401149	CCAS_CIAS	CCAS D ETREMBIERES	BP+BA	2 131	0	0	0	533
	267410025	CCAS_CIAS	CCAS D'ANNECY	BP+BA	17 406	0	0	1 754	4 790
	267401263	CCAS_CIAS	CCAS D'EPAGNY	BP+BA	341	0	0	0	85
	267402774	CCAS_CIAS	CCAS D'ORCIER	BP+BA	86	0	0	0	22
	267410272	CCAS_CIAS	CCAS DE BONNEVILLE	BP+BA	41 001	964	0	3 510	11 369
	267401727	CCAS_CIAS	CCAS DE CERCIER	BP+BA	0	0	0	4 911	1 228
	267401834	CCAS_CIAS	CCAS DE CHAMPANGES	BP+BA	0	2 583	0	0	646
	267401032	CCAS_CIAS	CCAS DE CUSY	BP+BA	100	0	0	0	25
	267410280	CCAS_CIAS	CCAS DE DOUVAINE	BP+BA	2 312	776	2 980	125	1 548
	267410090	CCAS_CIAS	CCAS DE FAVERGES	BP+BA	0	3 201	5 334	0	2 134
	267402410	CCAS_CIAS	CCAS DE FEIGERES	BP+BA	0	0	0	0	0
	267410256	CCAS_CIAS	CCAS DE MEGEVE	BP+BA	2 876	0	702	0	895
	267400463	CCAS_CIAS	CCAS DE MORZINE	BP+BA	11 837	22 631	11 027	6 653	13 037
	267410157	CCAS_CIAS	CCAS DE PASSY	BP+BA	56 267	29 520	7 972	832	23 648
	267402121	CCAS_CIAS	CCAS DE REIGNIER	BP+BA	5 381	215 974	851 620	84 413	289 347
	267410108	CCAS_CIAS	CCAS DE REYVROZ	BP+BA	6 817	3 468	17 105	12 899	10 072
	267410140	CCAS_CIAS	CCAS DE RUMILLY	BP+BA	13 687	11 736	17 879	5 782	12 271
	267401677	CCAS_CIAS	CCAS DE SAINT-SIGISMOND	BP+BA	511	1 645	0	0	539

**Plan de relance de l'économie
F.C.T.V.A. 2010
Moyennes de référence**

insee	siren	Categorie	Nom_collectivite	Type Budget	Inv_2005	Inv_2006	Inv_2007	Inv_2008	Base Moyenne
	267400646	CCAS_CIAS	CCAS DE SALLANCHES	BP+BA	0	0	1 038	332	343
	267410314	CCAS_CIAS	CCAS DE SAMOENS	BP+BA	0	550	0	0	138
	267401685	CCAS_CIAS	CCAS DE SCIONZIER	BP+BA	1 850	12 803	52	2 579	4 321
	267400455	CCAS_CIAS	CCAS DE SEYNOD	BP+BA	201	95	56	8 013	2 091
	267401362	CCAS_CIAS	CCAS DE SILLINGY	BP+BA	200	0	0	0	50
	267410249	CCAS_CIAS	CCAS DE THONES	BP+BA	7 963	63 853	114 131	17 038	50 746
	267401693	CCAS_CIAS	CCAS DE THYEZ	BP+BA	402	1 485	1 878	0	941
	267402790	CCAS_CIAS	CCAS DE VAILLY	BP+BA	357	0	10 109	0	2 617
	267410223	CCAS_CIAS	CCAS DE VERCHAIX	BP+BA	0	0	0	0	0
	267410082	CCAS_CIAS	CCAS EVIAN-LES-BAINS	BP+BA	10 118	7 925	6 920	6 273	7 809
	267400448	CCAS_CIAS	CCAS GAILLARD	BP+BA	0	0	0	0	0
	267410199	CCAS_CIAS	CCAS GRAND-BORNAND (LE)	BP+BA	0	790	2 588	75	863
	267400794	CCAS_CIAS	CCAS GRUFFY	BP+BA	8 089	6 583	4 579	16 723	8 993
	267401594	CCAS_CIAS	CCAS HOUCHES (LES)	BP+BA	943	19 035	2 945	779	5 926
	267410322	CCAS_CIAS	CCAS MAGLAND	BP+BA	6 471	17 739	3 357	12 383	9 988
	267402279	CCAS_CIAS	CCAS MARCELLAZ	BP+BA	0	0	0	0	0
	267402196	CCAS_CIAS	CCAS PERS-JUSSY	BP+BA	5 995	0	1 598	0	1 898
	267402501	CCAS_CIAS	CCAS PRAZ-SUR-ARLY	BP+BA	0	0	0	0	0
	267400679	CCAS_CIAS	CCAS PUBLIER	BP+BA	2 231	0	2 852	6 186	2 817
	267410116	CCAS_CIAS	CCAS ROCHE-SUR-FORON (LA)	BP+BA	58 298	108 596	71 317	390 900	157 278
	267410173	CCAS_CIAS	CCAS SAINT-GERVAIS-LES-BAINS	BP+BA	0	544	0	0	136
	267411015	CCAS_CIAS	CCAS SAINT-JORIOZ	BP+BA	143 202	5 444	2 461	2 893	38 500
	267400638	CCAS_CIAS	CCAS SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS	BP+BA	20 759	37 399	2 000	7 713	16 968
	267410124	CCAS_CIAS	CCAS SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY	BP+BA	20 052	0	0	0	5 013
	267400778	CCAS_CIAS	CCAS SEYSSEL	BP+BA	11 478	67 622	10 536	22 774	28 103
	267410207	CCAS_CIAS	CCAS THONON-LES-BAINS	BP+BA	28 669	18 780	18 535	65 403	32 847
	267401529	CCAS_CIAS	CCAS VILLARD SUR BOEGE	BP+BA	3 612	957	3 294	909	2 193
	267411072	CCAS_CIAS	CIAS AGGLO ANNECIENNE	BP+BA	4 983 489	1 164 402	252 399	258 736	1 664 757
	267400786	CCAS_CIAS	CIAS ANNEMASSE	BP+BA	0	0	50	6 834	1 721

**Plan de relance de l'économie
F.C.T.V.A. 2010
Moyennes de référence**

insee	siren	Categorie	Nom_collectivite	Type Budget	Inv_2005	Inv_2006	Inv_2007	Inv_2008	Base Moyenne
	267411056	CCAS_CIAS	CIAS DU BAS CHABLAIS	BP+BA	43 265	22 155	1 647	0	16 767
	267411106	CCAS_CIAS	CIAS DU VAL DES USSÉS	BP+BA	224 525	52 646	156 062	63 145	124 094
	267400257	CdE	CAISSE DES ECOLES DE FAVERGES	BP+BA	7 872	14 746	4 302	2 993	7 478
	267400315	CdE	CAISSE DES ECOLES DE RUMILLY	BP+BA	28 574	23 949	35 139	45 035	33 174
	267403046	CdE	CAISSE DES ECOLES DE VERCHAIX	BP+BA	0	3 400	0	0	850
	287412019	CDGFPT	CDGFPT HAUTE-SAVOIE	BP+BA	97 711	20 250	85 884	135 217	84 765
002	217400027	Commune	ALBY-SUR-CHERAN	BP+BA	927 555	1 394 268	2 038 040	1 386 152	1 436 504
003	217400035	Commune	ALEX	BP+BA	868 313	815 647	587 167	638 799	727 482
005	217400050	Commune	ALLINGES	BP+BA	931 172	1 486 383	1 072 943	1 074 076	1 141 143
007	217400076	Commune	AMANCY	BP+BA	332 001	2 337 497	1 239 092	659 722	1 142 078
008	217400084	Commune	AMBILLY	BP+BA	2 023 244	1 799 957	1 335 542	1 704 445	1 715 797
011	217400118	Commune	ANNECY-LE-VIEUX	BP+BA	9 112 829	10 071 028	9 002 290	15 852 175	11 009 581
015	217400159	Commune	ARBUSIGNY	BP+BA	616 798	615 646	287 421	274 878	448 685
016	217400167	Commune	ARCHAMPS	BP+BA	1 010 834	1 154 669	936 177	1 417 319	1 129 750
018	217400183	Commune	ARENTHON	BP+BA	107 245	733 719	609 524	369 890	455 095
020	217400209	Commune	ARMOY	BP+BA	807 579	346 427	395 687	1 200 679	687 593
022	217400225	Commune	AVIERNOZ	BP+BA	459 506	243 709	182 735	91 955	244 476
024	217400241	Commune	AYSE	BP+BA	1 075 078	1 592 317	2 418 330	2 097 460	1 795 796
025	217400258	Commune	BALLAISON	BP+BA	419 288	382 443	814 286	1 831 222	861 810
027	217400274	Commune	BALME-DE-THUY (LA)	BP+BA	42 009	194 637	125 608	28 272	97 632
029	217400290	Commune	BASSY	BP+BA	500 585	150 840	297 124	156 320	276 217
030	217400308	Commune	BAUME (LA)	BP+BA	204 685	195 373	219 249	523 069	285 594
032	217400324	Commune	BELLEVAUX	BP+BA	861 856	2 237 377	1 417 670	6 095 219	2 653 031
033	217400332	Commune	BERNEX	BP+BA	1 142 721	483 628	680 266	693 242	749 964
034	217400340	Commune	BIOT (LE)	BP+BA	716 088	164 796	540 632	885 336	576 713
035	217400357	Commune	BLOYE	BP+BA	257 185	63 431	25 395	406 174	188 046
036	217400365	Commune	BLUFFY	BP+BA	32 142	176 553	96 644	70 572	93 978
038	217400381	Commune	BOGEVE	BP+BA	667 293	576 788	820 708	865 467	732 564
040	217400407	Commune	BONNE	BP+BA	1 082 851	681 359	775 835	345 753	721 449

**Plan de relance de l'économie
F.C.T.V.A. 2010
Moyennes de référence**

insee	siren	Categorie	Nom_collectivite	Type Budget	Inv_2005	Inv_2006	Inv_2007	Inv_2008	Base Moyenne
041	217400415	Commune	BONNEVAUX	BP+BA	228 941	197 491	581 816	99 806	277 014
042	217400423	Commune	BONNEVILLE	BP+BA	5 561 166	3 274 344	7 866 742	5 167 441	5 467 423
043	217400431	Commune	BONS-EN-CHABLAIS	BP+BA	3 008 326	2 228 518	3 094 084	3 420 312	2 937 810
044	217400449	Commune	BOSSEY	BP+BA	269 693	128 193	459 168	303 661	290 179
045	217400456	Commune	BOUCHET (LE)	BP+BA	145 215	268 548	262 876	63 716	185 089
046	217400464	Commune	BOUSSY	BP+BA	569 823	481 172	456 948	493 336	500 320
048	217400480	Commune	BRENTHONNE	BP+BA	192 262	861 377	1 006 439	996 052	764 033
049	217400498	Commune	BRIZON	BP+BA	172 940	59 698	185 223	77 763	123 906
050	217400506	Commune	BURDIGNIN	BP+BA	574 270	212 242	689 869	171 449	411 957
052	217400522	Commune	CERNEX	BP+BA	775 906	162 732	734 212	425 847	524 674
054	217400548	Commune	CHAINAZ-LES-FRASSES	BP+BA	560 214	307 887	308 714	407 858	396 169
055	217400555	Commune	CHALLONGES	BP+BA	187 770	953 294	244 872	187 446	393 346
057	217400571	Commune	CHAMPANGES	BP+BA	223 385	129 014	411 320	265 144	257 216
058	217400589	Commune	CHAPELLE-D'ABONDANCE (LA)	BP+BA	1 335 010	1 387 778	5 159 257	2 671 119	2 638 291
059	217400597	Commune	CHAPELLE-RAMBAUD (LA)	BP+BA	176 137	220 567	127 416	109 445	158 392
060	217400605	Commune	CHAPELLE-SAINT-MAURICE (LA)	BP+BA	48 111	61 131	36 214	56 934	50 597
064	217400647	Commune	CHATILLON-SUR-CLUSES	BP+BA	778 857	425 436	1 558 588	1 642 331	1 101 303
066	217400662	Commune	CHAVANNAZ	BP+BA	374 475	79 860	95 377	158 723	177 109
067	217400670	Commune	CHAVANOD	BP+BA	1 661 086	1 418 890	833 813	951 671	1 216 365
069	217400696	Commune	CHENEX	BP+BA	251 249	169 556	624 749	151 226	299 195
071	217400712	Commune	CHESSNAZ	BP+BA	371 343	308 177	316 715	41 311	259 387
072	217400720	Commune	CHEVALINE	BP+BA	56 106	410 259	179 741	105 425	187 882
074	217400746	Commune	CHEVRIER	BP+BA	20 289	101 724	179 353	82 551	95 979
077	217400779	Commune	CLARAFOND	BP+BA	450 447	284 327	1 100 167	888 412	680 838
079	217400795	Commune	CLEFS (LES)	BP+BA	618 469	965 963	289 139	353 251	556 706
078	217400787	Commune	CLERMONT	BP+BA	232 171	372 080	312 357	79 215	248 956
080	217400803	Commune	CLUSAZ (LA)	BP+BA	11 630 924	4 887 771	5 275 049	5 031 051	6 706 199
081	217400811	Commune	CLUSES	BP+BA	8 713 123	9 347 206	8 986 840	8 681 468	8 932 159
082	217400829	Commune	COLLONGES-SOUS-SALEVE	BP+BA	1 238 845	2 318 265	2 031 249	1 224 796	1 703 289

**Plan de relance de l'économie
F.C.T.V.A. 2010
Moyennes de référence**

insee	siren	Categorie	Nom_collectivite	Type Budget	Inv_2005	Inv_2006	Inv_2007	Inv_2008	Base Moyenne
086	217400860	Commune	CONTAMINE-SARZIN	BP+BA	704 335	187 069	475 194	847 228	553 456
087	217400878	Commune	CONTAMINE-SUR-ARVE	BP+BA	1 156 233	828 626	1 117 260	426 579	882 175
088	217400886	Commune	COPPONEX	BP+BA	277 662	410 666	233 124	543 738	366 298
089	217400894	Commune	CORDON	BP+BA	868 950	1 827 198	3 727 240	987 377	1 852 691
090	217400902	Commune	CORNIER	BP+BA	558 244	498 602	948 798	1 181 767	796 853
095	217400951	Commune	CREMPIGNY-BONNEGUETE	BP+BA	293 170	629 488	353 022	128 830	351 128
097	217400977	Commune	CUSY	BP+BA	446 393	1 121 218	656 635	863 007	771 813
098	217400985	Commune	CUVAT	BP+BA	332 100	305 106	397 194	181 609	304 002
100	217401009	Commune	DESINGY	BP+BA	201 773	494 488	488 774	172 456	339 373
101	217401017	Commune	DINGY-EN-VUACHE	BP+BA	132 465	165 144	216 575	233 710	186 974
102	217401025	Commune	DINGY-SAINT-CLAIR	BP+BA	576 678	382 289	400 778	355 829	428 894
104	217401041	Commune	DOUSSARD	BP+BA	1 538 069	1 474 681	2 329 958	771 415	1 528 531
105	217401058	Commune	DOUVAINE	BP+BA	2 222 179	1 871 139	3 618 323	3 817 702	2 882 336
108	217401082	Commune	DUINGT	BP+BA	104 569	679 885	353 916	214 788	338 290
109	217401090	Commune	ELOISE	BP+BA	307 484	447 097	1 493 587	598 000	711 542
110	217401108	Commune	ENTREMONT	BP+BA	435 459	516 875	479 987	170 520	400 710
111	217401116	Commune	ENTREVERNES	BP+BA	271 994	45 299	21 646	296 536	158 869
114	217401140	Commune	ESSERT-ROMAND	BP+BA	59 673	60 128	7 812	50 949	44 640
117	217401173	Commune	ETERCY	BP+BA	716 926	494 573	333 377	408 164	488 260
118	217401181	Commune	ETREMBIERES	BP+BA	589 976	1 187 232	567 117	1 496 912	960 309
119	217401199	Commune	EVIAN-LES-BAINS	BP+BA	21 523 170	21 909 316	10 851 125	3 708 652	14 498 065
122	217401223	Commune	FAUCIGNY	BP+BA	599 902	875 396	467 891	80 820	506 002
124	217401249	Commune	FEIGERES	BP+BA	380 301	861 645	1 655 354	697 265	898 641
126	217401264	Commune	FESSY	BP+BA	180 449	1 040 095	1 899 894	589 124	927 390
128	217401280	Commune	FILLINGES	BP+BA	640 887	853 961	1 942 706	1 157 764	1 148 829
129	217401298	Commune	FORCLAZ (LA)	BP+BA	791 030	382 845	268 535	558 115	500 131
130	217401306	Commune	FRANCLENS	BP+BA	233 221	266 894	524 694	82 880	276 922
131	217401314	Commune	FRANGY	BP+BA	786 776	588 975	915 748	1 769 886	1 015 346
134	217401348	Commune	GETS (LES)	BP+BA	7 381 744	8 605 931	7 979 824	3 977 447	6 986 237

**Plan de relance de l'économie
F.C.T.V.A. 2010
Moyennes de référence**

insee	siren	Categorie	Nom_collectivite	Type Budget	Inv_2005	Inv_2006	Inv_2007	Inv_2008	Base Moyenne
135	217401355	Commune	GIEZ	BP+BA	31 236	602 069	384 351	187 188	301 211
136	217401363	Commune	GRAND-BORNAND (LE)	BP+BA	7 225 117	8 813 233	7 416 829	12 359 159	8 953 584
137	217401371	Commune	GROISY	BP+BA	1 037 846	1 176 640	1 835 757	1 524 519	1 393 691
138	217401389	Commune	GRUFFY	BP+BA	1 085 274	821 213	516 830	786 429	802 436
139	217401397	Commune	HABERE-LULLIN	BP+BA	183 009	845 005	916 233	480 230	606 119
140	217401405	Commune	HABERE-POCHE	BP+BA	302 345	182 361	331 783	370 529	296 755
141	217401413	Commune	HAUTEVILLE-SUR-FIER	BP+BA	417 290	656 300	1 164 760	574 051	703 100
142	217401421	Commune	HERY-SUR-ALBY	BP+BA	854 893	348 177	285 463	351 076	459 902
145	217401454	Commune	JUVIGNY	BP+BA	109 785	58 698	118 153	932 448	304 771
146	217401462	Commune	LARRINGES	BP+BA	630 523	760 410	1 098 497	1 050 712	885 035
147	217401470	Commune	LATHUILE	BP+BA	260 022	565 220	250 400	202 731	319 593
154	217401546	Commune	LUGRIN	BP+BA	686 981	530 198	747 765	711 277	669 055
155	217401553	Commune	LULLIN	BP+BA	166 118	635 215	1 059 146	1 503 785	841 066
157	217401579	Commune	LYAUD (LE)	BP+BA	713 141	656 145	1 320 781	706 097	849 041
158	217401587	Commune	MACHILLY	BP+BA	1 008 993	1 079 613	625 902	734 482	862 248
160	217401603	Commune	MANIGOD	BP+BA	815 334	1 148 441	1 078 333	1 128 251	1 042 590
162	217401629	Commune	MARCELLAZ	BP+BA	214 717	96 380	751 181	250 852	328 282
167	217401678	Commune	MARLENS	BP+BA	625 715	199 668	667 296	813 824	576 626
168	217401686	Commune	MARLIOZ	BP+BA	524 305	927 869	691 337	358 918	625 607
170	217401702	Commune	MASSINGY	BP+BA	618 369	466 851	803 430	1 016 915	726 391
172	217401728	Commune	MAXILLY-SUR-LEMAN	BP+BA	719 256	974 071	1 361 004	829 850	971 045
174	217401744	Commune	MEGEVETTE	BP+BA	440 427	579 673	919 650	391 000	582 687
175	217401751	Commune	MEILLERIE	BP+BA	708 961	517 169	469 014	391 123	521 567
176	217401769	Commune	MENTHON-SAINT-BERNARD	BP+BA	759 731	2 130 772	1 586 883	926 961	1 351 087
178	217401785	Commune	MENTHONNEX-SOUS-CLERMONT	BP+BA	566 437	648 184	95 943	220 871	382 858
180	217401801	Commune	MESSERY	BP+BA	1 478 285	480 446	719 472	716 883	848 771
182	217401827	Commune	MEYTHET	BP+BA	2 962 941	3 974 869	3 788 118	4 386 204	3 778 033
189	217401892	Commune	MONT-SAXONNEX	BP+BA	888 065	813 321	978 190	248 186	731 940
186	217401868	Commune	MONTAGNY-LES-LANCHES	BP+BA	370 962	623 805	968 857	186 879	537 626

**Plan de relance de l'économie
F.C.T.V.A. 2010
Moyennes de référence**

insee	siren	Categorie	Nom_collectivite	Type Budget	Inv_2005	Inv_2006	Inv_2007	Inv_2008	Base Moyenne
187	217401876	Commune	MONTMIN	BP+BA	142 074	83 481	69 261	40 529	83 836
188	217401884	Commune	MONTRIOND	BP+BA	598 018	1 156 216	2 527 312	1 534 215	1 453 940
192	217401926	Commune	MOYE	BP+BA	607 512	938 055	1 395 166	717 005	914 434
193	217401934	Commune	MURAZ (LA)	BP+BA	363 829	277 873	274 550	835 291	437 886
195	217401959	Commune	MUSIEGES	BP+BA	435 934	45 674	194 146	205 551	220 326
196	217401967	Commune	NANCY-SUR-CLUSES	BP+BA	544 768	541 364	241 530	36 156	340 954
198	217401983	Commune	NAVES-PARMELAN	BP+BA	277 046	894 325	830 289	666 804	667 116
199	217401991	Commune	NERNIER	BP+BA	165 478	100 972	245 976	1 346 811	464 809
201	217402015	Commune	NEYDENS	BP+BA	1 367 899	743 514	403 236	475 679	747 582
202	217402023	Commune	NONGLARD	BP+BA	129 895	652 211	329 002	245 008	339 029
204	217402049	Commune	OLLIERES (LES)	BP+BA	141 636	102 007	573 775	777 182	398 650
205	217402056	Commune	ONNION	BP+BA	842 972	1 260 594	855 921	450 362	852 462
206	217402064	Commune	ORCIER	BP+BA	792 383	647 603	318 674	318 059	519 180
209	217402098	Commune	PEILLONNEX	BP+BA	172 260	375 623	601 564	266 037	353 871
210	217402106	Commune	PERRIGNIER	BP+BA	1 114 903	1 316 887	1 292 269	2 839 552	1 640 903
211	217402114	Commune	PERS-JUSSY	BP+BA	1 181 871	1 388 486	1 022 740	1 381 655	1 243 688
215	217402155	Commune	PRAZ-SUR-ARLY	BP+BA	844 273	766 613	1 267 219	2 532 254	1 352 590
216	217402163	Commune	PRESILLY	BP+BA	478 787	698 453	424 190	324 664	481 523
219	217402197	Commune	QUINTAL	BP+BA	370 794	255 915	947 916	972 236	636 715
220	217402205	Commune	REIGNIER	BP+BA	2 472 004	3 503 770	5 117 816	1 927 871	3 255 365
221	217402213	Commune	REPOSOIR (LE)	BP+BA	177 642	144 214	769 682	482 270	393 452
224	217402247	Commune	ROCHE-SUR-FORON (LA)	BP+BA	3 162 477	7 026 218	6 150 446	3 880 522	5 054 916
226	217402262	Commune	SAINT-ANDRE-DE-BOEGE	BP+BA	838 689	472 866	243 982	175 028	432 642
228	217402288	Commune	SAINT-BLAISE	BP+BA	251 616	82 079	267 446	337 952	234 773
229	217402296	Commune	SAINT-CERGUES	BP+BA	1 265 990	1 027 899	419 504	403 803	779 299
231	217402312	Commune	SAINT-EUSEBE	BP+BA	60 697	422 869	422 776	536 525	360 717
232	217402320	Commune	SAINT-EUSTACHE	BP+BA	98 188	186 565	56 752	113 135	113 660
233	217402338	Commune	SAINT-FELIX	BP+BA	378 494	462 620	359 879	513 099	428 523
235	217402353	Commune	SAINT-GERMAIN-SUR-RHONE	BP+BA	263 234	69 907	123 708	144 535	150 346

**Plan de relance de l'économie
F.C.T.V.A. 2010
Moyennes de référence**

insee	siren	Categorie	Nom_collectivite	Type Budget	Inv_2005	Inv_2006	Inv_2007	Inv_2008	Base Moyenne
237	217402379	Commune	SAINT-GINGOLPH	BP+BA	51 226	340 172	821 053	918 299	532 687
238	217402387	Commune	SAINT-JEAN-D'AULPS	BP+BA	786 779	1 565 121	1 907 055	2 106 727	1 591 421
239	217402395	Commune	SAINT-JEAN-DE-SIXT	BP+BA	803 117	2 178 478	2 861 444	1 501 609	1 836 162
240	217402403	Commune	SAINT-JEAN-DE-THOLOME	BP+BA	708 413	588 560	667 984	564 784	632 435
241	217402411	Commune	SAINT-JEOIRE	BP+BA	1 459 970	638 410	1 079 814	615 713	948 477
242	217402429	Commune	SAINT-JORIOZ	BP+BA	2 505 323	2 593 861	4 491 716	4 901 869	3 623 192
243	217402437	Commune	SAINT-JULIEN-EN-GENEVOIS	BP+BA	5 898 509	8 450 365	9 223 121	7 501 720	7 768 429
244	217402445	Commune	SAINT-LAURENT	BP+BA	352 382	353 961	160 861	194 438	265 410
250	217402502	Commune	SAINT-PIERRE-EN-FAUCIGNY	BP+BA	2 460 804	3 147 365	4 475 303	3 818 528	3 475 500
252	217402528	Commune	SAINT-SIGISMOND	BP+BA	436 715	284 927	185 166	371 319	319 532
253	217402536	Commune	SAINT-SIXT	BP+BA	40 997	543 212	575 166	245 181	351 139
254	217402544	Commune	SAINT-SYLVESTRE	BP+BA	305 869	310 565	101 767	421 101	284 825
255	217402551	Commune	SALES	BP+BA	848 318	370 955	589 580	1 561 703	842 639
259	217402593	Commune	SAPPEY (LE)	BP+BA	44 217	101 914	419 169	140 789	176 522
260	217402601	Commune	SAVIGNY	BP+BA	313 124	371 693	589 344	125 741	349 976
262	217402627	Commune	SCIENTRIER	BP+BA	1 498 454	575 283	353 846	1 073 395	875 244
263	217402635	Commune	SCIEZ	BP+BA	844 079	1 440 983	4 597 583	940 871	1 955 879
264	217402643	Commune	SCIONZIER	BP+BA	4 698 618	5 228 518	6 122 402	5 212 796	5 315 583
265	217402650	Commune	SERRAVAL	BP+BA	137 152	449 102	313 791	299 746	299 948
266	217402668	Commune	SERVOZ	BP+BA	342 039	244 583	174 829	236 472	249 481
267	217402676	Commune	SEVRIER	BP+BA	1 337 321	419 659	6 746 371	708 024	2 302 844
268	217402684	Commune	SEYNOD	BP+BA	14 676 604	16 957 649	11 715 155	8 831 686	13 045 274
272	217402726	Commune	SILLINGY	BP+BA	899 305	1 768 691	3 630 952	3 617 468	2 479 104
273	217402734	Commune	SIXT-FER-A-CHEVAL	BP+BA	1 659 818	953 238	741 378	1 640 829	1 248 816
275	217402759	Commune	TALLOIRES	BP+BA	1 882 147	1 375 868	9 089 928	704 275	3 263 055
276	217402767	Commune	TANINGES	BP+BA	2 754 455	2 136 123	2 653 572	4 207 405	2 937 889
279	217402791	Commune	THOLLON-LES-MEMISES	BP+BA	1 883 801	746 569	1 166 993	632 081	1 107 361
282	217402825	Commune	THORENS-GLIERES	BP+BA	810 237	1 670 251	1 315 176	544 873	1 085 134
283	217402833	Commune	THUSY	BP+BA	559 621	772 632	575 011	1 414 294	830 389

**Plan de relance de l'économie
F.C.T.V.A. 2010
Moyennes de référence**

insee	siren	Categorie	Nom_collectivite	Type Budget	Inv_2005	Inv_2006	Inv_2007	Inv_2008	Base Moyenne
278	217402783	Commune	THYEZ	BP+BA	3 679 306	4 796 686	5 874 078	4 797 280	4 786 837
285	217402858	Commune	USINENS	BP+BA	272 140	100 379	360 672	251 189	246 095
286	217402866	Commune	VACHERESSE	BP+BA	558 696	1 569 457	2 211 304	474 443	1 203 475
287	217402874	Commune	VAILLY	BP+BA	1 365 448	222 047	1 462 915	271 641	830 513
274	217402742	Commune	VAL-DE-FIER	BP+BA	1 008 256	676 246	536 058	247 379	616 985
288	217402882	Commune	VALLEIRY	BP+BA	1 044 680	3 987 349	3 880 762	2 043 706	2 739 124
291	217402916	Commune	VANZY	BP+BA	35 541	4 354	35 510	850 731	231 534
292	217402924	Commune	VAULX	BP+BA	791 131	674 298	585 466	357 730	602 156
294	217402940	Commune	VERCHAIX	BP+BA	77 199	386 744	301 063	648 333	353 335
295	217402957	Commune	VERNAZ (LA)	BP+BA	211 059	101 924	308 558	148 132	192 418
296	217402965	Commune	VERS	BP+BA	613 571	393 596	450 496	147 404	401 267
298	217402981	Commune	VETRAZ-MONTHOUX	BP+BA	2 985 629	7 552 500	8 241 322	2 559 403	5 334 713
301	217403013	Commune	VILLARD SUR BOEGE	BP+BA	266 422	109 243	416 127	1 144 891	484 171
302	217403021	Commune	VILLARDS-SUR-THONES (LES)	BP+BA	669 378	322 920	484 005	305 618	445 480
305	217403054	Commune	VILLE-LA-GRAND	BP+BA	4 514 347	3 025 582	3 523 645	849 203	2 978 194
306	217403062	Commune	VILLY-LE-BOUVERET	BP+BA	188 556	135 513	428 623	237 343	247 509
307	217403070	Commune	VILLY-LE-PELLOUX	BP+BA	33 912	40 849	82 112	98 441	63 828
309	217403096	Commune	VIRY	BP+BA	1 117 734	536 695	1 082 207	1 053 172	947 452
311	217403112	Commune	VIUZ-EN-SALLAZ	BP+BA	3 247 245	3 112 900	4 597 872	1 652 985	3 152 750
312	217403120	Commune	VOUGY	BP+BA	1 445 477	3 245 351	972 227	890 036	1 638 273
313	217403138	Commune	VOVRAY-EN-BORNES	BP+BA	100 358	56 754	65 506	667 935	222 638
315	217403153	Commune	YVOIRE	BP+BA	622 610	292 990	818 251	215 137	487 247
	257402438	Syndicat	BIENS INDIVIS MEGEVE DEMI QUARTIER	BP+BA	60 845	206 942	1 692 006	417 927	594 430
	257402206	Syndicat	COMMIS SYND EPAGNY METZ TESSY	BP+BA	90 344	0			45 172
	257402255	Syndicat	COMMISSION SYNDICALE DU PLANAY	BP+BA	0	249	0	3 000	812
	200005551	Syndicat	GLCT EXPLOITATION TELEPHERIQUE DU SALEVE	BP+BA		0	0	20 729	6 910
	200006450	Syndicat	GLCT TRANSPORTS PUBLICS TRANSFRONTALIERS	BP+BA			2 960	27 743	15 351
	247400385	Syndicat	GROUPEMENT TOURISTIQUE ARVE ARAVIS	BP+BA	9 356	3 774	8 646	12 242	8 505
	257402115	Syndicat	SI ALEX BALME DE THUY DINGY (SIABD)	BP+BA	6 080	0	0	0	1 520

**Plan de relance de l'économie
F.C.T.V.A. 2010
Moyennes de référence**

insee	siren	Categorie	Nom_collectivite	Type Budget	Inv_2005	Inv_2006	Inv_2007	Inv_2008	Base Moyenne
	257402370	Syndicat	SI ASST BURDIGNIN HABERE-LULLIN VILLARD	BP+BA	27 246	601 771	862 776	899 819	597 903
	257401190	Syndicat	SI CENTRE LOISIRS DE BROMINES	BP+BA	10 225	4 156	1 112	46 599	15 523
	257401018	Syndicat	SI DES EAUX DES VOIRONS	BP+BA	613 839	1 449 195	1 692 399	1 189 578	1 236 253
	257402545	Syndicat	SI DES ECOLES JONZIER-EPAGNY SAVIGNY	BP+BA	158 549	70 647	2 502	8 981	60 170
	257402289	Syndicat	SI DU COL ARAVIS	BP+BA	6 728	15 452	0	0	5 545
	257401802	Syndicat	SI DU GROUPE SCOLAIRE BEAUPRE	BP+BA	35 016	5 613	6 637	20 746	17 003
	257401992	Syndicat	SI ECOLE MATERN DESINGY CLERMONT DROISY	BP+BA	3 813	3 259	979	501	2 138
	257402628	Syndicat	SI FIER ARAVIS	BP+BA	0	0	0	67 204	16 801
	257402628	Syndicat	SI FIER ARAVIS	BP+BA	96 058	39 861	22 059	0	39 495
	257402453	Syndicat	SI GESTION DEVELOPPEMENT DE L'ALBANAIS	BP+BA	261 154	38 300	19 625	5 618	81 174
	200006708	Syndicat	SI REALI CASERNEMENT GENDARMERIE (SIRCA)	BP+BA			1 575 636	295 003	935 320
	257401380	Syndicat	SI STATION EPURATION PASSY	BP+BA	555 729	54 378	14 997	6 075	157 795
	257402271	Syndicat	SI STRUCTURE HEBERGEMENT TEMPORAIRE	BP+BA	651 000	286 765	0	0	234 441
	257401679	Syndicat	SI VALLEE DU HAUT GIFFRE	BP+BA	74 582	173 434	49 924	134 804	108 186
	257400960	Syndicat	SICOM D'ENERGIES DE LA VALLEE DE THONES	BP+BA	236 617	0	0	0	59 154
	200001402	Syndicat	SICOM STEP SM3A HARMONIE	BP+BA		7 056	0	0	2 352
	257402016	Syndicat	SIRTOM DU VAL D'ABONDANCE	BP+BA	0	6 195	0	4 820	2 754
	247400054	Syndicat	SIVOM A LA CARTE REGION DE BONNEVILLE	BP+BA	138 507				138 507
	247400179	Syndicat	SIVOM DE LA VALLEE D AULPS	BP+BA	5 057 170	8 709 106	6 418 040	3 957 821	6 035 534
	247400047	Syndicat	SIVOM DE LA VALLEE VERTE	BP+BA	65 669	81 646	248 763	277 950	168 507
	247400328	Syndicat	SIVOM DES USSES ET DU FORNANT	BP+BA	1 462 928	2 862 327	1 320 001	1 373 193	1 754 612
	247400252	Syndicat	SIVOM DU FORON	BP+BA	403 912	0			201 956
	247400237	Syndicat	SIVOM DU HAUT GIFFRE	BP+BA	115 692	101 579	34 065	43 972	73 827
	247400708	Syndicat	SIVOM DU JAILLET	BP+BA	74	183 363	3 689	1 014	47 035
	247400088	Syndicat	SIVOM DU MASSIF DES ARAVIS	BP+BA	40 230	58 616	64 932	97 608	65 346
	247400203	Syndicat	SIVOM DU PAYS DE GAVOT	BP+BA	216 017	13 158	178 289	138 731	136 549
	257401521	Syndicat	SIVOM ETUDE DU GRAND MASSIF	BP+BA	79 760	4 664	107	0	21 133
	247400559	Syndicat	SIVOM LES VILLAGES DU FAUCIGNY	BP+BA	3 318	518	22 417	520	6 693
	247400161	Syndicat	SIVOM MORILLON SAMOENS SIXT VERCHAIX	BP+BA	1 874 968	1 015 496	5 659 960	15 412 945	5 990 842

**Plan de relance de l'économie
F.C.T.V.A. 2010
Moyennes de référence**

insee	siren	Categorie	Nom_collectivite	Type Budget	Inv_2005	Inv_2006	Inv_2007	Inv_2008	Base Moyenne
	247400419	Syndicat	SIVOM NERNIER MESSERY	BP+BA	15 928	4 434	6 288	38 424	16 268
	247400591	Syndicat	SIVOM PAYS DU VUACHE	BP+BA	27 576	28 701	76 031	121 766	63 519
	247400351	Syndicat	SIVOM PLATEAU BEAUREGARD	BP+BA	13 419	73 551	3 001	35 317	31 322
	257402404	Syndicat	SIVOS MORILLON RIVIERE ENVERSE	BP+BA	6 163	2 796	2 457	16 559	6 994
	257402420	Syndicat	SIVU ACCUEIL PETITE ENFANCE DU SALEVE	BP+BA	1 072 871	162 901	17 176	12 912	316 465
	257402354	Syndicat	SIVU ACTION VILLE	BP+BA	1 988	0	516	396	725
	257400671	Syndicat	SIVU ADDUCT EAU PEILLONNEX	BP+BA	9 033	289 886	33 779	16 153	87 213
	257401414	Syndicat	SIVU AMENAGEMENT MONT JOLY	BP+BA	51 986	93 530	32 099	11 482	47 274
	257401059	Syndicat	SIVU AMENAGT DU VUACHE	BP+BA	17 930	15 026	16 947	3 626	13 382
	257401299	Syndicat	SIVU AMENAGT ENTRETIEN DE L'ARVE	BP+BA	83 341	173 577	164 296	162 000	145 804
	257402586	Syndicat	SIVU ASSAINISSEMENT ST-EUSEBE/VALLIERE	BP+BA	8 951	23 147	452 733	228 277	178 277
	257402503	Syndicat	SIVU ASST BASSIN DE SALLANCHES	BP+BA	196 391	4 093 020	5 429 185	2 819 753	3 134 587
	257402578	Syndicat	SIVU ASST BOEGE/SAXEL	BP+BA	55 479	1 117 992	832 699	779 946	696 529
	257400689	Syndicat	SIVU ASST DU THY	BP+BA	11 392	33 689	26 777	16 060	21 980
	257400820	Syndicat	SIVU CEG DE ST JEOIRE	BP+BA	5 951	0	0	0	1 488
	257400796	Syndicat	SIVU CEG ST JEAN D'AULPS	BP+BA	300 482	744 342	73 346	64 070	295 560
	257402164	Syndicat	SIVU CENTRE SECOURS DE TANINGES	BP+BA	0	60 000	140 000	0	50 000
	257402065	Syndicat	SIVU D'ASSAINISSEMENT DES ARAVIS (SADA)	BP+BA	151 656	115 406	163 089	485 770	228 980
	257402339	Syndicat	SIVU DE MARDERET	BP+BA	0	0	0	2 345	586
	257401752	Syndicat	SIVU DES CRY	BP+BA	27 356	1 392	328	3 328	8 101
	257401935	Syndicat	SIVU DES EAUX DE CERF	BP+BA	873 436	1 281 799	629 362	385 364	792 490
	257401810	Syndicat	SIVU DES EAUX DE LA FILLIERE	BP+BA	1 168 578	782 953	779 662	501 095	808 072
	200002541	Syndicat	SIVU DES FONTAINES	BP+BA		0	5 296	31 891	12 396
	257400697	Syndicat	SIVU DES MOISES	BP+BA	1 916 295	1 416 738	1 993 987	1 544 225	1 717 812
	257401836	Syndicat	SIVU DU COLLEGE DE CRANVES SALES	BP+BA	430	0	11 137	0	2 892
	257401539	Syndicat	SIVU EAUX DE VEDERNAZ	BP+BA	0	0	0	5 058	1 264
	257400507	Syndicat	SIVU EAUX ET ASST FESSY LULLY	BP+BA	1 102 405	971 124	561 495	750 928	846 488
	257401646	Syndicat	SIVU ECOLE MATERN INTERCOM	BP+BA	4 508	7 607	2 181	5 219	4 879
	257401547	Syndicat	SIVU ECOLE MATERN CHAINETTES	BP+BA	3 019	2 192	1 685	239 042	61 485

**Plan de relance de l'économie
F.C.T.V.A. 2010
Moyennes de référence**

insee	siren	Categorie	Nom_collectivite	Type Budget	Inv_2005	Inv_2006	Inv_2007	Inv_2008	Base Moyenne
	257401570	Syndicat	SIVU ECOLES FESSY LULLY	BP+BA	0	476	7 442	8 373	4 073
	257400267	Syndicat	SIVU EQUIPT MASSIF DES BRASSES	BP+BA	364 360	93 750	166 382	388 999	253 373
	257402552	Syndicat	SIVU ESPACE JAILLET	BP+BA	0	3 900 548	5 785	0	976 583
	257401737	Syndicat	SIVU ESPACE NAT MONT BLANC	BP+BA	1 817	1 346	0	0	791
	257401745	Syndicat	SIVU ETERCY HAUTEVILLE	BP+BA	559	537	820	0	479
	257402412	Syndicat	SIVU ETUDE GENEVOIS HT SAVOYARD	BP+BA	64 605	165 167	126 021	0	88 948
	257402180	Syndicat	SIVU EXCENEVEX -YVOIRE	BP+BA	7 877	5 843	32 996	9 380	14 024
	257401661	Syndicat	SIVU J PREVERT CHAPEIRY ST-SYLVESTRE	BP+BA	7 702	4 338	12 246	47 123	17 852
	257402461	Syndicat	SIVU LA SAMBUY PAYS DE FAVERGES	BP+BA	82 131	151 617	357 777	54 370	161 474
	257400903	Syndicat	SIVU LAC VERT	BP+BA	7 157	5 711	0	0	3 217
	247400302	Syndicat	SIVU MEGEVE PRAZ SUR ARLY	BP+BA	0	0	0	3 612	903
	247400302	Syndicat	SIVU MEGEVE PRAZ SUR ARLY	BP+BA	88 301	61 187	81 738	0	57 806
	257400499	Syndicat	SIVU NANT D ARCIER	BP+BA	18 541	0	20 878	0	9 855
	257401554	Syndicat	SIVU PRESCOLARISATIONN	BP+BA	915	1 697	7 366	2 606	3 146
	257401638	Syndicat	SIVU PROTECT CONSERVATION VUACHE	BP+BA	4 103	8 477	7 337	12 755	8 168
	257401174	Syndicat	SIVU RAMASSAGE SCOLAIRE DE BONNEVILLE	BP+BA	0	0	1 351	0	338
	257401604	Syndicat	SIVU REHABILIT ETANG CROSAGNY	BP+BA	22 621	113 451	8 260	29 941	43 568
	200005718	Syndicat	SIVU ROC D'ENFER	BP+BA		60 033	2 525 757	450 753	1 012 181
	257401844	Syndicat	SIVU SECOURS PAYS DE L'ARVE (SISPA)	BP+BA	17 954	0	143 375	0	40 332
	257401943	Syndicat	SM AMENAGEMENT ABORDS DE L'ARVE (SM3A)	BP+BA	5 225 260	4 101 965	1 360 167	3 055 761	3 435 789
	247400799	Syndicat	SM DE LA REGION DE CLUSES	BP+BA	0	0	0	471 378	117 844
	247400799	Syndicat	SM DE LA REGION DE CLUSES	BP+BA	7 510 358	5 480 994	877 223	0	3 467 144
	257401950	Syndicat	SM DU SALEVE	BP+BA	95 932	792 682	1 608 656	243 803	685 268
	257402636	Syndicat	SM ETUDES TRANSPORTS DEPLACEMENTS BFGV	BP+BA		46 680	522 268	205 833	258 261
	257400127	Syndicat	SM PROTECTION AMENAGEMENT DU SEMNOZ	BP+BA	455 802	817 191	2 596 834	160 348	1 007 543
	257400036	Syndicat	SYND CEG D ABONDANCE	BP+BA	288	3 655	120 000	0	30 986
	257400457	Syndicat	SYND EAUX DE LA SEMINE	BP+BA	18 540	72 035	10 937	83 480	46 248
	257400952	Syndicat	SYND INTERCOMMUNAL DE TANINGES MIEUSSY	BP+BA		96 351	213 930	15 205	108 495
	257400192	Syndicat	SYND VOIRIE AGGLO ANNEMASSE	BP+BA	469 167	862 479	1 114 948	0	611 649

**Plan de relance de l'économie
F.C.T.V.A. 2010
Moyennes de référence**

insee	siren	Categorie	Nom_collectivite	Type Budget	Inv_2005	Inv_2006	Inv_2007	Inv_2008	Base Moyenne
	247400310	Syndicat	SYND A LA CARTE DU VAL D'ABONDANCE	BP+BA	0	0	0	749 607	187 402
	247400310	Syndicat	SYND A LA CARTE DU VAL D'ABONDANCE	BP+BA	6 746 154	7 048 065	1 127 902	0	3 730 530
	257400390	Syndicat	SYND ADDUCT EAU COMBLOUX DOMANCY	BP+BA	954 460	882 792	363 434	78 867	569 888
	257401224	Syndicat	SYND AMGT MASSIF HIRMENTAZ MIRIBEL	BP+BA	1 997	0			999
	257401711	Syndicat	SYND BUS AGG THONON SIBAT	BP+BA	237 259	1 042 497	105 919	546 277	482 988
	257401026	Syndicat	SYND DES EAUX DE BELLEFONTAINE	BP+BA	3 715	3 293	1 725	0	2 183
	257401026	Syndicat	SYND DES EAUX DE BELLEFONTAINE	BP+BA	0	0	0	13 963	3 491
	257400846	Syndicat	SYND DES EAUX DES ROSELIERES	BP+BA	920 616	558 227	289 864	223 201	497 977
	257402313	Syndicat	SYND DES ECOLES DE VERSONNEX	BP+BA	2 604	2 294	4 206	2 672	2 944
	257401422	Syndicat	SYND DES HABERES	BP+BA	0	1 453 431	148 695	43 624	411 437
	257400887	Syndicat	SYND DOM SKIABLE SALLANCHES CORDON	BP+BA	9 864	0	0	0	2 466
	257400077	Syndicat	SYND DU COMTE D ALLINGES	BP+BA	13 587	4 784	7 296	897	6 641
	257400218	Syndicat	SYND EAUX ARENTHON ST PIERRE	BP+BA	152 099	82 581	3 946	11 825	62 613
	257401513	Syndicat	SYND EAUX DES MONTS	BP+BA	0	6 132	0	2 661	2 198
	257400929	Syndicat	SYND ELECTRICITE DE SEYSSEL	BP+BA	0	5 382	4 935 638	0	1 235 255
	257400929	Syndicat	SYND ELECTRICITE DE SEYSSEL	BP+BA	0	0	0	2 024 554	506 139
	257401315	Syndicat	SYND ETD EQUIP THONON EVIAN	BP+BA	414 960	0	7 296	38 117	115 093
	257401240	Syndicat	SYND GESTION CTRE SECOURS REG ANNEMASSE	BP+BA	10 935	212 794	0	0	55 932
	257401851	Syndicat	SYND INCEND ET SECOURS THONON	BP+BA	0	0	156 097	0	39 024
	257402560	Syndicat	SYND INTERC AMNGT DU CHABLAIS SIAC	BP+BA	3 957 312	4 773 720	1 345 157	10 071 691	5 036 970
	257400721	Syndicat	SYND INTERC EAUX DES ROCAILLES	BP+BA	1 445 600	1 979 054	3 631 406	772 881	1 957 235
	257400275	Syndicat	SYND INTERCOM ASST DE LA MENOGE	BP+BA	1 080 328	1 755 790	2 100 326	0	1 234 111
	257400580	Syndicat	SYND INTERCOMMUNAL DU SULENS	BP+BA	0	0			0
	257400150	Syndicat	SYND MIXTE DEPART EAU ET ASST (SMDEA)	BP+BA	5 952	6 511	5 522	14 932	8 229
	257400325	Syndicat	SYND MIXTE DES EAUX DES LANCHES	BP+BA	0	57 451	1 809	0	14 815
	257402651	Syndicat	SYND MIXTE DEV HOPI ANNEMASSE BONNEVILLE	BP+BA		1 285 553	1 234 046	607 928	1 042 509
	257402537	Syndicat	SYND MIXTE REALISATION TUNNEL SEMNOZ	BP+BA	667 786	370 184	0		345 990
	257400366	Syndicat	SYND OMNISPORT CLUSES SCIONZIER	BP+BA	3 017 711	725 098	93 268	53 717	972 449
	257400663	Syndicat	SYND ORD MENAG VALLEES MT BLANC	BP+BA	687 265	486 221	1 699 609	1 348 452	1 055 387

**Plan de relance de l'économie
F.C.T.V.A. 2010
Moyennes de référence**

insee	siren	Categorie	Nom_collectivite	Type Budget	Inv_2005	Inv_2006	Inv_2007	Inv_2008	Base Moyenne
	257400028	Syndicat	SYND PERCEPTION ABONDANCE	BP+BA	6 588	0	0	0	1 647
	257401109	Syndicat	SYND R M COL DU FEU	BP+BA	0	3 158	2 679	0	1 459
	257401695	Syndicat	SYND SCOL BURDIGNIN VILLARD	BP+BA	1 088	0	560	2 033	920
	257401786	Syndicat	SYND SCOLAIRE MARIGNIER	BP+BA	12 711	19 566	14 670	13 848	15 199
	257402198	Syndicat	SYND TRAIT EAUX USEES VOUGY MT SAXON	BP+BA	2 404	20 424	261 752	23 231	76 953
	247400278	Syndicat	SYNDICAT A LA CARTE DU HAUT CHABLAIS	BP+BA	0	0	0	26 201	6 550
	247400278	Syndicat	SYNDICAT A LA CARTE DU HAUT CHABLAIS	BP+BA	417 387	25 384	15 005	0	114 444
	257402057	Syndicat	SYNDICAT INTERCOM ASST FIER ET NOM	BP+BA	3 637 808	589 542		110 499	1 445 950
	257402602	Syndicat	SYNDICAT MIXTE DES ALPES DU LEMAN	BP+BA	0	23 360	79 953	33 953	34 316
	257400317	Syndicat	SYNDM CENTRE DE SOINS BONS	BP+BA	26 112	3 929	3 504	20 244	13 447
	257402131	Syndicat	SYNDM DE SEYSSEL ET ENVIRONS	BP+BA	57 560	147 668	112 077	41 179	89 621
	257402248	Syndicat	SYNDM DES EAUX DU MIAGE	BP+BA	268 415	57 426	60 438	46 199	108 120
	257400762	Syndicat	SYNDM EAU DE LA VEISE	BP+BA	19 014	44 159	49 761	406 955	129 972
	257402396	Syndicat	SYNDM EAU DE ST PIERRE EN FAUCIGNY	BP+BA	0	11 908	0	0	2 977
	257400978	Syndicat	SYNDM EPURATION THONON EVIAN	BP+BA	11 868 544	8 247 270	8 327 862	2 708 340	7 788 004
	257401729	Syndicat	SYNDM GESTION TERRAINS ACCUEIL (SIGETA)	BP+BA	28 518	21 658	16 672	35 896	25 686
	257402081	Syndicat	SYNDM INTERC GESTION CONTRAT GLOBAL	BP+BA	233 972	3 888	36 505	4 541	69 726
	257401406	Syndicat	SYNDM LYCEES ET LEP	BP+BA	0	0	0	0	0
	257401307	Syndicat	SYNDM TRAITEMENT DES DECHETS	BP+BA	23 324	449	12 992	45 982	20 687
	257401463	Syndicat	SYNDM TRAITEMENT OM CHABLAIS	BP+BA	1 576 004	1 493 537	1 040 703	4 783 140	2 223 346
	257401349	Syndicat	SYNDM UTILISAT POINT EAU GRILLET	BP+BA	26 731	126 699	13 929	17 661	46 255
	257401984	Syndicat	SYNDM INTERDEPARTEMENTAL DU CHERAN	BP+BA	117 033	141 132	247 430	441 418	236 753

ETAT N° 1

FONDS DE COMPENSATION POUR LA TVA (extension 2010) – ANNEE 2010

Dépenses réelles d'investissement inscrites au compte administratif 2009

Commune ou établissement bénéficiaire : _____

Affaire suivie par _____

N° téléphone : _____

N° télécopie : _____

		Montant T.T.C.
A Total des comptes 21 – 23 – 202 - 205	Budget principal	
	Budgets Annexes (non assujettis)	
Comptes 204 ou 6571 ou 6575	1/ Fonds de concours sur monuments classés (versés par les collectivités territoriales et leurs groupements à l'Etat)	
	2/ Fonds de concours versés à l'Etat ou à une autre collectivité territoriale ou à un autre E.P.C.I. pour des travaux de voirie (art. 23 – Loi du 13 août 2004) (voir annexe 5)	
	3/ Subventions d'investissement versées par le département ou la région aux établissements publics locaux d'enseignement	
	Total A	
B	4/ Travaux connexes au remboursement déduction faite, le cas échéant, de la participation financière d'un tiers non éligible	
	5/ Travaux d'intérêt général ou d'urgence réalisés sur le patrimoine de tiers et relatifs à la lutte contre les avalanches, les glissements de terrains, les inondations, la défense contre la mer (article 60 de la loi de finances pour 1999), travaux pour la prévention des incendies de forêt (article 33-XX de la loi n°2000-602 du 09 juillet 2001).	
	6/ Travaux d'investissement sur les biens relevant du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres (joindre la convention visée par l'art. 65 de la L.F.R. pour 2004)	
	7/ Travaux sur le patrimoine des sections de communes au titre d'opérations de réhabilitation du patrimoine (article 62 de la loi de finances pour 1999)	
	8/ Indemnités versées à la suite de l'annulation d'un marché (article 49 de la loi de finances pour 2002) compte 678 (voir annexe 3)	
	9/ Travaux réalisés sur le domaine public routier de l'Etat ou d'une autre collectivité (article 23 de la loi du 13 août 2004) (voir annexe 4)	
	10/ Frais d'études réalisés par une collectivité territoriale ou un E.P.C.I. autre que celui qui réalise les travaux (art. L1615-7 du C.G.C.T.) (voir annexe 6)	
	11/ Travaux réalisés sur le domaine public fluvial dans le cadre de l'expérimentation prévue au L.3113-2 du CGPPP (voir annexe 7) (art L.1615-2 du C.G.C.T.)	
	Total B	
Total des Dépenses	Total A + B	

.../...

C	Dépenses à déduire	Etat n°2	
		Etat n°3	
		Dépenses d'investissement liées aux intempéries ayant déjà fait l'objet d'une attribution du F.C.T.V.A.	
		Total C	
Total des Dépenses Eligibles		Total A + B - C	

Cachet de la commune ou de l'établissement

Certifié exact

Fait à,

Le Maire ou le Président

ANNEXE 1 A L'ETAT N° 1 – (extension 2010) – Année 2010
Nature des dépenses réelles d'investissement éligibles au F.C.T.V.A.

N° de compte et article	Libellé précis des opérations (travaux, achats...)	Modalité de gestion du service (délégation de service public, régie, marché...)	Destination du bien et utilisateur principal	N° et date du mandat comptable	Montant	
					H.T.	T.T.C.
				Total T.T.C. (à reporter à l'Etat n° 1)		

Cachet de la collectivité
ou de l'établissement

Fait à

le

ANNEXE 2 A L'ETAT N° 1 – (extension 2010) – Année 2010
Certification des opérations sous mandat éligibles au F.C.T.V.A.
Ayant fait l'objet d'un transfert au compte 21 ou 23 (chez la collectivité ou l'établissement mandant)

Nature de l'opération (travaux, achats ...)	Organisme mandataire	Nom et visa du mandataire	Nom du comptable du mandataire	Nom du commissaire aux comptes du mandataire	Montant T.T.C.

Le Maire (ou le Président) certifie que les travaux visés ci-dessus ont été effectués à la demande de sa collectivité, pour son compte, et qu'ils ne donneront pas lieu par ailleurs à récupération de la T.V.A..

Cachet de la collectivité
ou de l'établissement

Fait à

le

ANNEXE 3 A L'ETAT N° 1 – (extension 2010) – Année 2010
Eligibilité au F.C.T.V.A. en cas d'annulation de marchés publics

Compte et article	Qualification et nature du marché	Date du jugement d'annulation	Prix total du marché	(1) Bien comptabilisé au compte 21 et ayant déjà donné lieu à attribution du F.C.T.V.A.*	(2) Acomptes 23 déjà versés ayant donné lieu à attribution du F.C.T.V.A.*		(3) Acomptes 23 déjà versés mais n'ayant pas donné lieu à attribution F.C.T.V.A., requalifiés en indemnité et comptabilisés 678		(4) Sommes versées après annulation et comptabilisées au compte 678		(5) Montant total de l'indemnité ouvrant droit au F.C.T.V.A. : (3) + (4)	
					H.T.	T.T.C.	H.T.	T.T.C.	H.T.	T.T.C.	H.T.	T.T.C.
								Total T.T.C. (à reporter à l'Etat n° 1 partie B-8)				

* Ces attributions ne seront pas remises en cause.

Cachet de la collectivité
ou de l'établissement

Fait à

le

ANNEXE 4 A L'ETAT N° 1 – (extension 2010) – Année 2010
Opérations d'investissement réalisées sur le domaine public routier de l'Etat ou d'une autre collectivité locale
(Article 23 de la loi du 13 août 2004 « Libertés et responsabilités locales » codifié à l'article L1615-2 du C.G.C.T.)

Nature de l'opération et lieu (création d'un giratoire, aménagement de trottoirs ...)	Propriétaire du domaine public routier (Etat – collectivité territoriale)	Date de la convention	Nom et visa du cosignataire de la convention	Montant T.T.C.
			Total T.T.C. (à reporter à l'état n°1 partie B-9)	

Cachet de la collectivité
ou de l'établissement

Fait à

le

ANNEXE 5 A L'ETAT N° 1 – (extension 2010) – Année 2010
Fonds de concours versés à l'Etat ou à une autre collectivité territoriale ou à un E.P.C.I. pour des travaux de voirie
(Article 23 de la loi du 13 août 2004 « Libertés et responsabilités locales » codifié à l'article L1615-2 du C.G.C.T.)

Bénéficiaire du fonds de concours Propriétaire de la voirie concernée par les travaux	Nature de l'opération et lieu (création d'un giratoire, aménagements de trottoirs ...)	Nom et visa du bénéficiaire du fonds de concours	Montant T.T.C.
		Total T.T.C. (à reporter à l'état n°1 partie A)	

Cachet de la collectivité
ou de l'établissement

Fait à

le

ANNEXE 6 A L'ETAT N° 1 – (extension 2010) – Année 2010
Frais d'études
(Article 59 de la L.F.R. Pour 2004 codifié à l'article L1615-7 du C.G.C.T.)

Chez la collectivité qui réalise l'étude

Objet de l'étude préparatoire et date de réalisation	Collectivité territoriale ou E.P.C.I. ayant réalisé les travaux et date de réalisation des travaux	Nom et visa de la collectivité territoriale ou de l'E.P.C.I. ayant réalisé les travaux	Montant T.T.C.
		Total T.T.C. (à reporter à l'état n°1 partie B11)	

Chez la collectivité qui fait les travaux

Nature des travaux et date de réalisation	Collectivité territoriale ou E.P.C.I. ayant réalisé les études	Nom et visa de la collectivité territoriale ou de l'E.P.C.I. ayant réalisé les études	Montant T.T.C. des travaux hors études à faire inscrire en A de l'état n°1

Cachet de la collectivité
ou de l'établissement

Fait à

le

ANNEXE 7 A L'ETAT N° 1 -(extension 2010) – Année 2010
Opérations d'investissement réalisées sur le domaine public fluvial dans le cadre de l'expérimentation prévue au L. 3113-2 du CGPPP
(article L1615-2 du C.G.C.T.)

Nature de l'opération et lieu (cours d'eau, canaux, ports intérieurs,...)	Propriétaire du domaine public fluvial (Etat uniquement)	Date de la convention	Nom et visa du cosignataire de la convention	Montant T.T.C.
			Total T.T.C. (à reporter à l'état n°1 partie B-11)	

Cachet de la collectivité
ou de l'établissement

Fait à

le

ETAT N° 2 – (extension 2010) – Année 2010

Opérations réalisées par la collectivité ou l'établissement, inscrites aux comptes 21 ou 23, mais exclues du F.C.T.V.A.

Dépenses concernant des biens mis à disposition de tiers non bénéficiaires du F.C.T.V.A. (article 1615-7 du C.G.C.T.)			
Pour les dépenses sur des biens confiés à des tiers dans les cas non prévues aux a, b, c de l'article 42-III de la LF pour 2006			
Tiers	Opérations	Montants	N° de compte *

Dépenses de voirie réalisées par un groupement de collectivités compétent en la matière			
ayant fait l'objet d'une réintégration par une opération d'ordre budgétaire au compte administratif de la collectivité			
(Le groupement bénéficie directement d'une attribution du F.C.T.V.A. au titre de ces dépenses (article 30 de la loi de finances pour 1998))			
Tiers	Opérations	Montants	N° de compte *

Dépenses de voirie réalisées par une autre collectivité			
ayant fait l'objet d'une réintégration par une opération d'ordre budgétaire au compte administratif de la collectivité			
(article L1615-2 du C.G.C.T.)			
Nom de la collectivité territoriale ou du groupement ayant réalisé les travaux	Opérations et lieu	Montants	N° de compte *

Opérations concernant l'enseignement supérieur, n'ayant pas fait l'objet d'une maîtrise d'ouvrage		
conformément aux dispositions de l'article 18 de la loi du 04 juillet 1990 modifié par l'article 40 de la loi du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité		
Opérations	Montants	N° de compte *

Avances et acomptes versés sur commandes d'immobilisations

(Pour les bénéficiaires qui utilisent la nomenclature M14, les dépenses inscrites ci-dessous ont été imputées au compte 237 ou 238 (avances et acomptes). Elles ne sont pas éligibles au F.C.T.V.A. car l'enrichissement du patrimoine n'est pas certain ; il s'agit d'une prévision et d'une dérogation à la règle du service fait.)

Opérations	Montants	N° de compte *

Fonds de concours reçu pour la réalisation de dépenses d'investissement sur le domaine public routier

(article L1615-2 du C.G.C.T.)

Opérations et nom de la collectivité versant le fonds de concours	Montants	N° de compte *

Dépenses exclues de l'assiette du F.C.T.V.A. en vertu de l'article R 1615-2 du C.G.C.T.**Dépenses réalisées pour les besoins d'une activité assujettie à la T.V.A., de plein droit ou sur option**

Opérations	Montants	N° de compte *

Dépenses non grevées de TVA**Travaux hors taxe effectués par des établissements intercommunaux ou par les services de l'Équipement**

Syndicats	Opérations	Montants	N° de compte *

Autres dépenses hors taxe (achat de matériel d'occasion, terrain H.T., inscription au JO, frais de personnel exécutés en régie,...)

Opérations	Montants	N° de compte *

Travaux réalisés sur le patrimoine de tiers non bénéficiaires du F.C.T.V.A. (hors ceux bénéficiant de l'alinéa 4 de l'article L. 1615-2 du C.G.C.T.)			
Tiers	Opérations	Montants	N° de compte *
Dépenses concernant les biens concédés ou affermés dans les conditions prévues par l'article 216ter de l'annexe II du Code Général des Impôts			
Concessionnaire ou fermier	Opérations	Montants	N° de compte *
Autres			
Tiers	Opérations	Montants	N° de compte *
		Total des dépenses exclues	
		A reporter sur l'état n° 1	
		partie C	

* pour les E.P.C.I. à fiscalité propre, n° de compte ainsi que n° et date du mandat émis.

Cachet de la collectivité
ou de l'établissement

Certifié exact,

Fait à

le

Le Maire ou le Président

ETAT N° 3 – (extension 2010) – Année 2010

**Subventions spécifiques de l'Etat perçues par :
la commune ou l'E.P.C.I. (autre qu'à fiscalité propre) en 2009**

Partie versante	Objet de la subvention Détail de l'opération subventionnée	Montant (H.T. ou T.T.C.) *
Ministère • chapitre		
Fonds		
	TOTAL	
Total des subventions d'Etat T.T.C. A reporter sur l'état n° 1 Partie C		

- Les subventions calculées sur la base d'un forfait sont considérées T.T.C.
- *Du montant total des subventions spécifiques versées par l'Etat, isoler le montant total de celles calculées T.T.C.

Cachet de la collectivité
ou de l'établissement

Certifié exact
Fait à,

le

Le Maire ou le Président

ETAT N° 4 – (extension 2010) – Année 2010

**Reversement des attributions de F.C.T.V.A. en cas de cessions ou de mises à disposition d'immobilisations à un tiers non bénéficiaire du fonds
(Article L 1615-9 et R 1615-5 du C.G.C.T.) ***

Cessions d'immobilisations					
Désignation du bien	Date de l'acquisition	Valeur d'achat ou coût de réalisation	Date de la cession	Désignation de l'acquéreur	Montant du F.C.T.V.A. perçu
<u>Immobilier</u>					
<u>Mobilier</u>					

Mises à disposition d'immobilisations à un tiers non bénéficiaire du Fonds pour des dépenses sur des biens réalisés avant le 1^{er} janvier 2006					
Désignation du bien	Date de l'acquisition	Valeur d'achat ou coût de réalisation	Date de la cession	Désignation de l'acquéreur	Montant du F.C.T.V.A. perçu
<u>Immobilier</u>					
<u>Mobilier</u>					

Le montant du F.C.T.V.A. à reverser sera calculé par les services préfectoraux de la manière suivante :

- F.C.T.V.A. obtenu diminué d'un abattement au prorata du nombre d'années d'utilisation
 - bien immobilier (1/10° par année d'utilisation)
 - bien mobilier (1/5° par année d'utilisation).

Cachet de la collectivité
ou de l'établissement

Certifié exact
Fait à,

le

Le Maire ou le Président

ETAT N° 5 – (Extension) – Année 2010

OPERATIONS NOUVELLEMENT IMPOSABLES A LA T.V.A.

⇒ **F.C.T.V.A. à reverser partiellement**
(article L 1615-3 du C.G.C.T.)

Lorsqu'une collectivité territoriale, un établissement public ou un groupement a obtenu le bénéfice du Fonds au titre d'un bien d'investissement et que ce bien est utilisé pour les besoins d'une activité qui, par la suite, est soumise à cette taxe, il est tenu au reversement à l'Etat d'un montant égal à la taxe afférente à ce même bien dont il a pu opérer la déduction en application des règles prévues pour les personnes qui deviennent redevables de la T.V.A..

Aucun remboursement des attributions du Fonds n'est exigible lorsqu'une collectivité territoriale ou un groupement qui, exerce une activité pour laquelle il n'est pas assujéti à la T.V.A., confie ensuite le bien à un tiers dans les cas mentionnés aux a, b et c de l'article L.1615-7 du C.G.C.T..

Montant du F.C.T.V.A. perçu	diminué d'1/20° de ce montant par année ou fraction d'année d'utilisation du bien pour une activité non soumise à T.V.A.
-----------------------------	--

ETAT N° 6 – (Extension) – Année 2010

OPERATIONS SORTANT DU REGIME DE LA T.V.A.

⇒ **F.C.T.V.A. à percevoir en compensation**
(article L 1615-4 du C.G.C.T.)

Lorsqu'une collectivité territoriale, un établissement public ou un groupement utilise un bien d'investissement pour les besoins d'une activité qui cesse d'être soumise à la T.V.A., il peut obtenir un versement au titre du fonds égal à la fraction de la taxe afférente à ce même bien qu'il a été tenu de reverser en application des règles prévues pour les personnes qui cessent de réaliser des opérations ouvrant droit à déduction.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont également applicables aux collectivités territoriales et aux groupement qui, dans le cadre d'un transfert de compétence, mettent des immobilisations à disposition d'un E.P.C.I. ou d'un syndicat mixte pour les besoins d'une activité qui n'est plus soumise à la T.V.A. pour ce dernier.

La collectivité obtiendra un montant de F.C.T.V.A. égal à la T.V.A. qu'elle a été tenue de reverser au service des impôts.

DECLARATION

ETAT N° 5 <input type="checkbox"/> ETAT N° 6 <input type="checkbox"/>	
(joindre une attestation des services fiscaux)	
Date du changement	Nature, montant et date de l'investissement